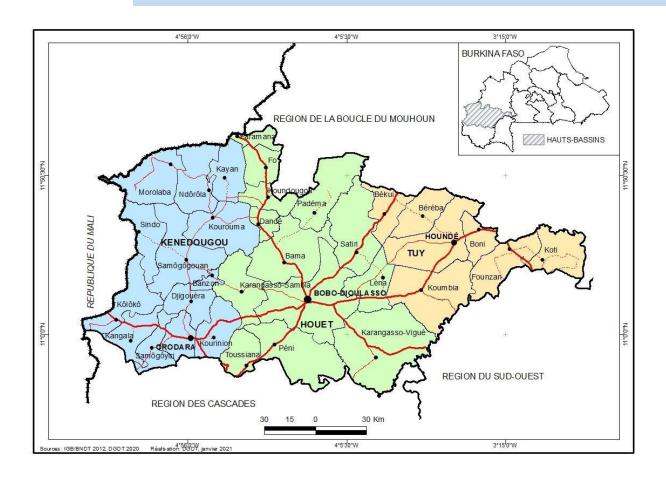
DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL



BURKINA FASO Unité-Progrès-Justice

ETUDE DE REFERENCE DE LA REGION DES HAUTS-**BASSINS**



Version finale

AVANT-PROPOS

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES, 2016-2020), le Burkina Faso exécute avec l'appui de ses partenaires, des projets et programmes de développement dont le but est d'améliorer les conditions de vie des populations.

Dans cette optique, le Programme d'Appui au Développement des Economies Locales (PADEL) s'inscrit dans la dynamique d'apporter des solutions innovantes et durables aux multiples défis de développement auxquels sont confrontées les Collectivités territoriales (CT) du pays en général et celles de la région des Hauts-Bassins en particulier. Parmi les multiples défis de développement qui se présentent à la région des Hauts-Bassins, figure en bonne place l'épineuse question des infrastructures et équipements socio-économiques.

Ce faisant, pour assurer une transformation structurelle du pays en termes économique et social en adéquation avec les attentes du PNDES, la Direction Générale du Développement Territorial (DGDT) à travers le PADEL, s'est donné pour tâche de disposer d'un référentiel sur la situation socio-économique de la région des Hauts-Bassins, d'où la réalisation d'une étude de référence comme outil d'orientation des interventions futures.

L'étude réalisée sur la base des normes nationales et internationales permet de mesurer le niveau des besoins socio-économiques des populations locales. Elle vise aussi à disponibiliser des informations actualisées sur les infrastructures de développement. En somme, l'étude sert d'outil d'orientation et d'aide à la prise de décisions dans le développement des projets d'investissements et/ou de financements des filets sociaux au profit des citoyens de la région

des Hauts-Bassins.

L'étude donne une vue synoptique de la répartition spatiale et de l'accessibilité des infrastructures et des services sociaux de base tout en mettant à la disposition des acteurs de développement des données actualisées sur les conditions de vie des ménages.

A l'évidence, la réalisation d'une telle initiative dans un contexte sécuritaire difficile a nécessité l'accompagnement des plus hautes autorités de la région des Hauts-Bassins et de leurs partenaires techniques et financiers. A cet effet, souscrivant à l'obligation de rendre compte et de redevabilité citoyenne, je témoigne ma reconnaissance au Gouverneur de la région des Hauts-Bassins, aux présidents des Conseils de Collectivités ainsi qu'à leurs administrés pour leur pleine et entière adhésion à l'étude.

Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement

Lassané KABORE

Officier de l'Ordre de l'Etalon

RESUME

La présente étude donne une vue synoptique de la répartition spatiale et de l'accessibilité des infrastructures et des services sociaux de base de la région des Hauts-Bassins tout en mettant à la disposition des Collectivités territoriales des données actualisées sur les conditions de vie des ménages. L'étude a été conduite par la Direction Générale du Développement Territorial

(DGDT) avec l'appui financier du Programme d'Appui au Développement des Economies Locales (PADEL).

La population de la zone de l'étude est de 2 297 496 habitants en 2020 (INSD projection RGPH 2006) dont 66,27 % de jeunes de moins de 25 ans. Elle est répartie sur une superficie de 25 479 km² pour une densité de 90 habitants/km².

Sur le plan économique, l'indice de pauvreté monétaire de la région des Hauts-Bassins est de 34,4 % (EMC, 2014) contre 40,1 % au plan national. L'agriculture est la principale activité des ménages. Le réseau routier se caractérise par une forte prédominance de pistes rurales et de voies non bitumées. Le bitume traverse les chefs-lieux des provinces du Tuy, du Houet et du Kénédougou.

Dans la région des Hauts-Bassins 4 672 infrastructures ont été géolocalisées. Elles sont reparties dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'administration, marchand, de la transformation/production; pastoral, de la conservation/stockage et financier.

Dans le domaine de la santé, 488 infrastructures (publiques, privées, fonctionnelles et non fonctionnelles) ont été dénombrées dont 337 structures de soins, 132 structures de vente de médicaments et 19 autres structures notamment des structures d'aide au diagnostic (laboratoire, centre de dépistage, centre d'écoute pour jeune etc.).

Dans le domaine de l'éducation, l'étude a dénombré un total de 2 547 services éducatifs dans la région dont 2 470 ayant des bâtiments et 77 qui n'en possèdent pas. Au total 1 135 écoles primaires classiques ont été dénombrées.

Dans le secteur de l'hydraulique, la région compte au total 4 577 points d'eau modernes composés de 3 644 forages et de 933 puits modernes. Aussi, elle compte 38 retenues d'eau et 140 systèmes de distribution d'eau.

En ce qui concerne les services administratifs, l'étude a permis de dénombrer 476 services administratifs décentralisés et déconcentrés dont 327 services qui ont des infrastructures et 149 services sans bâtiments.

Pour ce qui est des infrastructures marchandes, 966 infrastructures ont été dénombrées soit 201 marchés, 758 boutiques de rue et 07 marchés à bétail.

Concernant les infrastructures de transformation et de production, l'étude a dénombré 24 aires d'abattage, 1 boucherie, 06 laiteries, 72 boulangeries modernes, 33 plateformes multifonctionnelles (PTFM), 1 abattoir, 29 unités de production d'eau, 81 unités de transformation des produits etc.

Les infrastructures pastorales de la région se composent de 214 parcs de vaccination, 98 parcs de gardiennage d'animaux et de 03 parcs à bétail.

Pour ce qui est des infrastructures de conservation et de stockage, l'étude a identifié 48 banques de céréales, 147 magasins de stockage, 3 conserveries et 21 autres soit un total de 219 infrastructures.

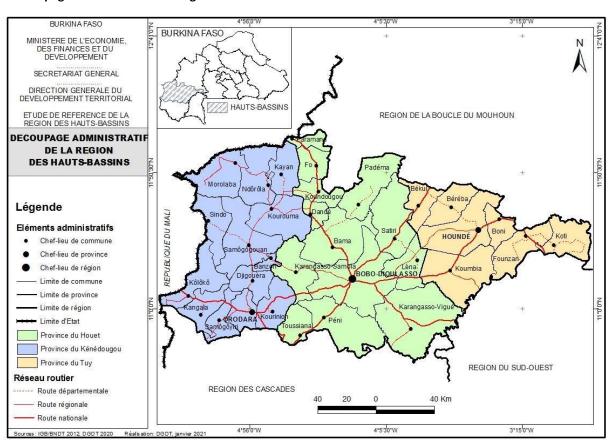
Quant aux infrastructures financières, la région en compte 163 soit 29 agences de banque, 73 infrastructures des systèmes financiers décentralisés (SFD) et 48 magasins de warrantage.

A l'issue de l'étude, des propositions ont été faites pour une meilleure planification des projets d'investissement dans la région. Aussi, les perspectives de l'étude visent d'une part

l'exploitation des données obtenues par les structures sectorielles, les projets et programmes de développement, les collectivités territoriales et d'autre part, l'alimentation de la base de données de l'Observatoire National de l'Economie Territoriale (ONET).

Quelques illustrations (cartes et photos) contenues dans le rapport.

Découpage administratif de la région des Hauts-Bassins



Quelques infrastructures sanitaires dans la région







Source: DGDT, enquête terrain, octobre 2020

Répartition spatiale des infrastructures sanitaires dans la province du Houet

